

POLITIQUE

Pascal Ausseur : « Entre l'Algérie et le Maroc, on se rapproche du point de non retour »

Pour Pascal Ausseur, amiral, ancien chef de cabinet militaire de Jean-Yves Le Drian et directeur général de la Fondation méditerranéenne d'études stratégiques, la guerre en Ukraine a un impact sur les tensions en Méditerranée, notamment au Maghreb.

JA Réservé aux abonnés

24 mai 2022 à 16:55

Par *Mathieu Galtier* - à Tunis

Mis à jour le 24 mai 2022 à 16:55



La Fondation méditerranéenne d'études stratégiques (FMES) publie un Atlas stratégique de la Méditerranée et du Moyen-Orient. Il en ressort que la région est « un concentré de notre monde en fragmentation ». Tous les grands acteurs sont présents dans cette « micro-mer », dont l'ébullition est favorisée par la guerre en Ukraine.

Invité à Tunis par la Fondation Konrad-Adenauer (affiliée à la CDU, parti chrétien-démocrate allemand) pour plancher sur le thème de « L'architecture sécuritaire repensée en Euro-Méditerranée depuis l'intervention russe en Ukraine », le directeur général de la FMES, l'amiral Pascal Ausseur, explique dans le détail comment la situation à Kiev rejaillit sur les pays maghrébins de la rive Sud.

Jeune Afrique : Quel est l'impact en Méditerranée de la guerre en Ukraine ?

Pascal Ausseur : Nous ne pouvons pas dissocier les deux zones, car ce sont les mêmes acteurs qui y sont présents. Russes et Américains n'ont pas besoin de redéployer des forces pour agir en Méditerranée. Ils peuvent frapper immédiatement.

Les forces russes comptent quelque 13 000 combattants, dont 40 % de mercenaires. Elles possèdent 50 chars, 4 navires de guerre, 200 avions de combat. Depuis son grand retour dans la région en 2015, la Russie possède plusieurs bases. Le « Tartous Express », la voie maritime reliant Sébastopol en Crimée et la base navale russe de Tartous en Syrie, permet un ravitaillement rapide de ses forces.

À LIRE

[Guerre en Ukraine : « L'Afrique doit tenir tête à la Russie »](#)

Même chose pour les Américains, qui ont plus de 60 000 hommes répartis dans 13 pays de la région et de sa périphérie, auxquels s'ajoutent plus de 25 000 marins des 5e et 6e Flottes. Les États-Unis disposent de 300 chars, 200 avions de combat et 72 drones. La France et le Royaume-Uni sont également présents militairement. L'Ukraine et la Méditerranée sont donc un seul et même front.

La Russie a-t-elle intérêt à étendre le conflit jusqu'en Méditerranée ?

Oui et pour plusieurs raisons. Moscou est en difficulté en Ukraine. La Méditerranée pourrait être un levier d'action contre l'Europe, avec un risque moindre d'escalade. La Russie est présente en Algérie, dont elle est l'un des principaux fournisseurs en armement, en Égypte, au Soudan et au Sahel. Le Kremlin peut faire feu de tout bois pour détourner l'Europe de ce qui se passe en Ukraine. Je ne parle pas uniquement de stratégie militaire.

Cette présence permet à Poutine de gagner un temps précieux en obtenant des abstentions lors des votes contre la Russie à l'ONU, en freinant les réseaux occidentaux ou encore en développant son soft power. Le tout à peu de frais : la milice Wagner est presque autosuffisante. Elle se finance en obtenant de nombreux marchés publics dans les pays où elle est présente. Ses cadres sont russes, mais les combattants sont recrutés localement.

À LIRE

Wagner au Mali : enquête exclusive sur les mercenaires de Poutine

La stratégie de Moscou s'apparente à celle des pays non-alignés durant la guerre froide. Être neutre était une façon implicite de soutenir l'URSS. C'est dans cette optique qu'il faut analyser la récente invitation du président algérien par Poutine ou la vraie-fausse visite de Sergueï Lavrov [ministre russe des Affaires étrangères] en Tunisie. La Tunisie ne tournera jamais complètement le dos à l'Europe. Mais elle peut profiter de la confrontation entre les grandes puissances pour jouer, dans une mesure raisonnable, de la rivalité entre d'un côté la Russie et la Chine, et de l'autre les États-Unis et l'Europe.

J'ajouterai un autre point important : l'antagonisme entre Orient et Occident. Internet nous donne l'impression de vivre dans un monde rapproché, mais, en réalité, les systèmes de représentation mentale divergent : nous assistons à un retour très fort du religieux sur la rive Sud et à un athéisme croissant sur la rive Nord. La Russie, qui se veut le contre-modèle de l'Occident, en joue.

Dans l'Atlas stratégique, vous abordez trois scénarios de guerre : Algérie vs Maroc ; Turquie vs Grèce et Chypre ; et Israël vs Iran et ses alliés. Le premier est considéré comme le plus probable. La guerre en Ukraine accentue-t-elle encore ce risque ?

Oui, car la guerre en Ukraine ajoute de la tension à une région structurellement tendue. Les indicateurs objectifs montrent qu'on se rapproche du point de non retour. Le déclenchement d'une guerre obéit à deux raisons principales : soit un pays considère la victoire comme certaine, soit la situation interne d'un pays est tellement difficile économiquement, socialement, etc. que la guerre est la seule solution pour ressouder la nation. Pour ce qui est de l'Algérie, on pourrait être dans le premier cas.

À LIRE

France-Libye : le maréchal Haftar, l'ami controversé de l'Élysée

Mécaniquement, le conflit en Europe provoque une hausse du prix des hydrocarbures, une raréfaction des céréales et des engrais, et de l'inflation. Seules la Libye et l'Algérie, producteurs de pétrole, sont gagnantes dans la région. Donc, objectivement, cela renforce la position de l'Algérie, qui pourrait, en outre, bénéficier du soutien de la Russie. Cela pourrait l'inciter à agir. A contrario, le Maroc pourrait s'affaiblir du fait de la situation internationale.

Qu'est-ce qui empêcherait l'Algérie de déclencher un conflit ?

Son armée n'est historiquement pas une armée « va-t-en-guerre ». Elle défend ses frontières. L'enlèvement de l'armée russe en Ukraine peut calmer les ardeurs des plus bellicistes. Socialement, si la manne financière du pétrole arrive à apaiser les tensions à l'interne, l'armée aura intérêt à rester prudente. De son côté, le Maroc, avec la pandémie, a montré qu'il savait gérer des crises.

Le rapport de force est très défavorable au royaume. L'Algérie totalise 310 000 soldats, contre 228 000 côté marocain ; 600 chars de premier rang, contre 220 ; et 620 armes d'artillerie, contre 460. Mais le Maroc pourrait bénéficier d'une supériorité dans le domaine de l'invisible grâce à l'aide américaine et israélienne, que ce soit via les drones suicides israéliens Harop ou un soutien cybernétique.

Vous avez été chef de cabinet militaire de Jean-Yves Le Drian au ministère de la Défense entre 2014 et 2015. Le soutien que vous avez apporté à Khalifa Haftar, l'homme fort de l'Est, alors que la communauté internationale reconnaissait le gouvernement de Tripoli, n'a-t-il pas été une erreur ?

Rationnellement, c'était tout à fait justifié. À cette époque, nous avons considéré que le risque était du côté des milices de l'Ouest et du gouvernement de Fayez el-Sarraj, soutenu par la Turquie et le Qatar. Les réseaux terroristes et le risque de déstabilisation venaient de l'Ouest. Le risque paraissait moindre à l'époque du côté de Khalifa Haftar.

À LIRE

Libye : népotisme, racket, condamnations à mort... Le « système » Haftar

Mais dans les rangs de Khalifa Haftar, on compte aussi des unités salafistes intégristes, et le gouvernement de Sarraj était reconnu par le Conseil de sécurité, dont la France est membre...

Il n'y avait pas d'un côté les gentils à Tripoli et de l'autre les méchants en Cyrénaïque. C'est une erreur de raisonner en termes de lutte du Bien contre le Mal. Encore une fois, c'était une décision fondée. Nous avons des paramètres à gérer que les autres pays partenaires n'avaient pas, comme la situation au Mali et les attentats de 2015. Je vois cependant deux erreurs : le déclenchement de la guerre en 2011 et le désintérêt pour le pays entre 2012 et 2013.

À LIRE AUSSI

> **JA** Russie-Afrique : l'ombre des mercenaires de Wagner
